

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION AUX COMMISSIONS PARLEMENTAIRES DE COOPÉRATION UE-KAZAKHSTAN, UE-KIRGHIZSTAN ET UE- OUBÉKISTAN ET DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE TADJIKISTAN, LE TURKMÉNISTAN ET LA MONGOLIE

Rapport de Mme Ona JUKNEVICIENE, présidente de la délégation, à l'intention de la commission des affaires étrangères et de la commission du développement sur les travaux de la mission d'enquête au Kirghizstan

Bichkek-Osh, du 17 au 20 mai 2005

Bruxelles, le 25 mai 2005
TB-nal

Introduction

Après l'aval de la Conférence des présidents du 14 avril 2005, la délégation du Parlement européen s'est rendue au Kirghizstan dans le cadre d'une mission d'enquête visant à évaluer la situation à la lumière des événements survenus en mars 2005, lorsque le président Akaïev a été démis du pouvoir et remplacé par un gouvernement dirigé par M. Kourmanbek Bakiev. Mme Ona JUKNEVICIENE (ADLE, Lituanie) a présidé la délégation composée des membres suivants: M. Jas GAWRONSKI (PPE-DE, Italie), M. Martin CALLANAN, (PPE-DE, Royaume-Uni), M. Peter OLAJOS (PPE-DE, Hongrie) et M. Aloyz PETERLE (PPE-DE, Slovénie). La délégation a tenu des réunions dans la capitale Bichkek et à Osh, la principale ville du sud où ont débuté les troubles à l'origine du changement de régime.

Lors de toutes les réunions, la délégation a insisté sur le soutien du Parlement européen au processus de démocratisation du Kirghizstan et souligné que la stabilité du pays serait renforcée par un plein respect des droits de l'homme. Elle a constaté qu'il existait une liberté d'expression significative et que les gens étaient disposés à parler ouvertement.

Les membres de la délégation ont notamment fait référence à la résolution du Parlement européen du 12 mai 2005, laquelle, entre autres choses, a soutenu «la transition démocratique actuelle au Kirghizstan, l'exercice effectif des libertés (notamment les droits fondamentaux, la liberté d'expression, la liberté de s'opposer au régime et la liberté de la presse) et la tenue de vraies élections transparentes». Elle a salué «les efforts déployés par la société civile du Kirghizstan suite à des années d'oppression... (et) affirmé «qu'un processus démocratique correct au Kirghizstan pourrait constituer un excellent exemple pour les autres pays d'Asie centrale».

À l'issue de cette visite, les membres ont conclu que le Parlement européen enverrait des observateurs à l'occasion de l'élection présidentielle kirghize prévue le 10 juillet 2005. Cette position a été approuvée lors d'une séance extraordinaire de la délégation le 24 mai 2005.

17 mai, de 16 heures à 17 heures

Réunion avec Roza OTUNBAYEVA, ministre des affaires étrangères faisant fonction, Bichkek

Ministère des affaires étrangères

Mme OTUNBAYEVA souhaite la bienvenue à la délégation et note que l'UE a aidé le Kirghizstan à construire la démocratie dans le pays, qui se situe aujourd'hui à un tournant de son histoire. Elle se dit persuadée que le pays suivra la voie démocratique et introduira les réformes de marché nécessaires. Elle souligne toutefois les nombreux problèmes à affronter, notamment un niveau de vie particulièrement bas et une corruption endémique. Elle estime néanmoins que le pays recèle un grand potentiel démocratique et que les difficultés seront surmontées.

Elle espère que les observateurs du Parlement européen seront présents à l'élection du 10 juillet, qui constituera un test pour la démocratie kirghize. L'OSCE/BIDDH aidera les autorités kirghizes à garantir une élection libre et équitable. Mme Otunbayeva note que bon nombre de preuves de corruption associées à l'ancien régime ont été découvertes. Les autorités kirghizes collaborent avec l'OSCE sur la réforme des milices et elle espère que l'armée pourra coopérer avec l'OTAN. Mme JUKNEVICIENE affirme qu'il est bien prévu que le Parlement envoie des observateurs pour l'élection. Elle exprime également l'espoir que les relations interparlementaires au sein de la commission parlementaire de coopération reprendront bientôt.

Concernant la situation en Ouzbékistan, la ministre des affaires étrangères note que les autorités kirghizes et les organisations internationales offrent une assistance aux réfugiés. La situation est délicate et à ce jour, les autorités kirghizes n'ont fait aucune déclaration officielle à leurs voisins ouzbeks sur la situation.

Elle note que des problèmes sont apparus aux frontières des deux pays et que les populations sont mixtes sur le plan ethnique. Répondant à une question de M. CALLANAN, Mme Ottunbayeva insiste sur les relations amicales du pays avec le Kazakhstan.

17 mai 2005, de 17 heures à 18 heures
M. Kourmanbek BAKIEV, président faisant fonction
Maison blanche, Bichkek

M. BAKIEV détaille l'accord qu'il a conclu avec M. Keliks Koulov. En vertu de cet accord, M. Koulov se retirera de la course à l'élection présidentielle du 10 juillet en échange d'un poste de Premier ministre aux pouvoirs élargis au sein d'un éventuel gouvernement Bakiev. Cet accord est destiné à promouvoir l'unité du Kirghizstan et à soutenir la stabilité politique. À l'heure actuelle, insiste-t-il, la situation est très calme.

M. Bakiev souhaite que l'élection offre un véritable choix aux Kirghizes et il promet que les ressources administratives ne serviront pas à soutenir le gouvernement en place. Il se félicite de la perspective de la venue des observateurs du Parlement européen dans le cadre de l'élection. Répondant à M. CALLANAN, il affirme que l'ancien président Akaïev a toléré une corruption importante et que le cercle présidentiel n'était pas intéressé par le progrès économique. Par ailleurs, l'ancien président s'était coupé du peuple.

Le président faisant fonction souligne l'importance de construire une économie de marché pleinement opérationnelle et insiste sur la nécessité des investissements et de la mobilisation de financements privés. Il importe également d'exploiter pleinement les ressources humaines des Kirghizes. Il fait référence à l'importance des secteurs de l'énergie, des mines d'or, de l'hydroélectricité, de l'agriculture et du tourisme. Répondant aux questions de Mme JUKNEVICIENE et de M. CALLANAN, M. Bakiev souligne la nécessité de combattre le trafic de drogues et la criminalité organisée. Les anciennes autorités, affirme-t-il, n'ont pas agi concrètement pour s'attaquer à ces problèmes et leur réaction s'est limitée à une rhétorique creuse.

Concernant la situation en Ouzbékistan, M. Bakiev souligne que son gouvernement est tout à fait disposé à offrir une aide aux réfugiés, qui pourront rentrer chez eux lorsque la situation se sera stabilisée. Répondant à M. GAWRONSKI, il met l'accent sur la nécessité pour le Kirghizstan d'entretenir des relations étroites avec ses plus proches voisins et fait remarquer que son gouvernement s'efforce de régler les points de divergence non résolus. Il développe également ses relations avec la Russie, les États-Unis et l'UE et n'entend faire aucune distinction entre ces trois partenaires. Il souligne que le Kirghizstan a connu un État commun avec la Russie pendant 70 ans, qu'il existe de nombreux liens entre les deux pays et que la Russie restera un partenaire stratégique clé.

Mme JUKNEVICIENE exprime son soutien à l'accord Bakiev-Koulov et souligne la nécessité pour l'élection de se conformer aux normes internationales requises. Elle espère que la prochaine commission parlementaire de coopération se tiendra dans les plus brefs délais.

17 mai 2005, 20 heures à 22 heures
Dîner de travail avec M. Feliks KOULOV, président du parti Ar-Namys
Hôtel Hyatt Regency, Bichkek

M. Koulov est le président du parti Ar-Namys et a été emprisonné (à partir de 2000) sous le règne de l'ancien président Akaïev. Il exprime sa gratitude au Parlement européen, qui a appelé à sa libération dans une résolution du 23 octobre 2003. M. Koulov expose la perspective de l'accord qu'il a conclu avec M. Bakiev. Il reconnaît la possibilité d'un conflit entre les deux hommes politiques et s'efforcera de trouver un compromis si nécessaire dans la mesure où il est conscient du danger d'une confrontation. Il

précise qu'il est originaire du nord et M. Bakiev du sud, cette opposition régionale pouvant être une source de tension.

Il a prévenu M. Bakiev que les citoyens ne seraient pas disposés à accepter une élection frauduleuse. Il prévient qu'avec 33 000 électeurs dans chacune des 75 circonscriptions, un faible taux de participation aurait pour effet que les électeurs voteront pour leurs proches. Il importe que les partis politiques existent parce qu'ils constituent l'unique moyen d'unir les gens au-delà de leurs différences régionales, ethniques et familiales.

Il admet qu'il a été ministre et vice-président au sein du gouvernement de M. Akaïev, mais prétend que cette expérience lui a permis d'observer de près les insuffisances de l'ancien président. La situation aurait été différente si des partis politiques développés avaient existé, mais au Kirghizstan, la politique est essentiellement menée par des personnalités. Il estime que M. Akaïev a eu tort de quitter le pays et il souhaite le voir revenir d'exil. Il serait toutefois très difficile pour l'ancien président de se réhabiliter dans la mesure où bon nombre de gens considèrent qu'en partant soudainement, il ne s'est pas comporté «en homme». Comme personne ne l'aurait touché, il n'était pas nécessaire qu'il s'exile. M. Koulov a fait savoir que 72 entreprises auraient des liens avec M. Akaïev, mais il considère que ce chiffre est probablement exagéré. Il pense néanmoins que des proches de M. Akaïev se sont enrichis.

Pour en revenir à la situation en Ouzbékistan, il affirme qu'auparavant il respectait M. Karimov pour sa lutte contre l'extrémisme islamiste, mais que les méthodes qu'il a employées la semaine dernière ne se justifiaient pas. M. Koulov prévient que la situation pourrait devenir plus violente et dans ce contexte, il est essentiel que le Kirghizstan se tienne à l'écart du conflit. Il ne considère pas que la situation est comparable à ce qui s'est passé au Kirghizstan, en Ukraine ou en Géorgie dans la mesure où les manifestants ne se sont pas emparés de la capitale, comme cela a été le cas dans ces trois pays.

18 mai 2005, 8 heures à 8 h 50

Petit déjeuner de travail avec l'ambassadeur de l'OSCE M. MULLER, l'ambassadeur allemand M. EICHINGER et le chargé d'affaires français M. MILLET

Hôtel Hyatt Regency, Bichkek

Les diplomates soulignent l'importance de la présence d'observateurs internationaux à l'élection kirghize du 10 juillet prochain. Pour l'heure, on constate une large liberté d'expression dans le pays, mais on ne sait pas si c'est dû au fait que le gouvernement est incapable de contrôler la presse ou qu'il souhaite réellement une presse libre. Compte tenu de l'accord Bakiev-Koulov, il est peu probable (mais pas impossible) qu'un second tour électoral soit nécessaire. Il est très difficile de procéder à une évaluation exacte de la situation dans la mesure où le Kirghizstan est moins un pays de partis politiques visibles qu'un territoire de clans invisibles susceptibles ou non de parvenir à un accord. Si un groupe influent se forme, il sera en mesure de concurrencer M. Bakiev. Les diplomates admettent aussi qu'il existe des tensions entre MM. Bakiev et Koulov.

Concernant la situation en Ouzbékistan, ils soulignent que le Kirghizstan n'est pas en mesure d'entretenir de mauvaises relations avec ses voisins parce que c'est un petit pays dont la capacité militaire est limitée. Ils notent que le décompte officiel en Ouzbékistan s'élève à 169 morts, mais des témoignages officiels évoquent près de 700 morts. Le président Karimov a visiblement qualifié tous ses opposants de «terroristes fondamentalistes».

18 mai 2005, 9 heures à 9 h 45

**Omourbek TEKEBAÏEV – président de l'Assemblée nationale du Kirghizstan
Assemblée populaire nationale du Kirghizstan, Bichkek**

Le président de l'Assemblée affirme que la situation est revenue à la normale, après les événements extraordinaires survenus le 24 mars dernier. Le danger d'une détérioration de la situation reste toutefois présent. La crise a été provoquée par l'incapacité de M. Akaïev à évaluer la situation objectivement et par l'intrusion des membres de sa famille dans la vie politique. Il estime que l'accord Koulov-Bakiev contribuera à surmonter la division nord-sud du pays. L'agitation dans le pays a eu un effet néfaste sur l'économie. Par exemple, 45 000 hectares de terrain n'ont pas été cultivés.

Il affirme que l'élection du 10 juillet sera transparente et honnête et qu'aucune pression ne sera exercée sur les électeurs. Cette élection sera régie par la loi électorale de 2003, qui, selon lui, ne doit pas être modifiée. À ses yeux, le problème ne réside dans la législation, mais bien dans le système politique. Constitué de 114 représentants, le Conseil constitutionnel a entamé ses travaux le 18 avril dernier et prépare actuellement des propositions de réforme constitutionnelle. Ces réformes empêcheront qu'un homme ne détienne trop de pouvoir et il est proposé de limiter le mandat du président à cinq ans. Répondant à une question de M. GAWRONSKI, il affirme qu'il est possible qu'à l'avenir, M. Akaïev revienne au pays pour y jouer un rôle.

18 mai 2005, 10 heures à 10 h 45
Azimbek BEKNAZAROV, procureur général faisant fonction
Bureau du procureur général, Bichkek

M. Beknazarov affirme qu'il ne considère pas l'accord Koulov-Bakiev comme correct dans la mesure où il enfreint les droits des autres candidats à la présidence. Cela signifiera que le pouvoir sera aux mains de seulement deux personnes qui décideront de tout à l'avenir. M. Beknazarov estime que M. Bakiev remportera l'élection au premier tour. Toutefois, selon lui, l'accord suppose que M. Koulov ne pourra pas être refusé au poste de Premier ministre et sera donc aussi au pouvoir pendant cinq ans.

Répondant à Mme JUKNEVICIENE, à M. GAWRONSKI et à M. OLAJOS, M. Beknazarov affirme que des questions ont été posées à propos de cinq maisons qui auraient été construites aux frais du budget de l'État et auraient appartenu à des proches de M. Akaïev. Il fait également allusion à une déclaration de M. Akaïev en 1994, selon laquelle deux tonnes d'or ont été acheminées en Europe pour payer l'aide humanitaire. Or, on ne sait pas où cet or a abouti. Il souligne qu'il entend mettre au jour la corruption qui prévalait dans le pays.

18 mai 2005, 11 heures à 12 h 30
Représentants de la société civile et activistes politiques
Hôtel Hyatt Regency, Bichkek

Une discussion porte sur le fait de savoir si les événements de mars constituent réellement une révolution. De l'avis de certains interlocuteurs, cette révolution n'a pas encore vraiment débuté, d'autres estimant qu'elle est incomplète et qu'il est à présent nécessaire de renforcer le système des partis politiques et de créer un environnement dans lequel ces partis pourront s'affronter. Les points négatifs comme la corruption des pouvoirs publics subsistent (un intervenant cite le slogan de certains manifestants des événements de mars – «Ne volez pas, le gouvernement déteste la concurrence»).

Tous expriment l'espoir que le Parlement européen soutiendra la démocratie au Kirghizstan, tandis que certains constatent une grande ignorance de l'Asie centrale en Europe. Un intervenant souligne que les peuples d'Asie centrale ont des mentalités et des valeurs fondamentales bien plus proches de l'Europe que de l'Afghanistan.

Un interlocuteur affirme que les personnes au gouvernement actuel sont le produit de l'ancien système soviétique et qu'elles n'ont pas «intégré les valeurs de la démocratie». Les gens ne croient pas dans la sincérité des autorités. Un autre intervenant prévient que les membres de la Commission électorale

centrale sont les mêmes qu'avant et pense que les ressources administratives seront utilisées pour favoriser le pouvoir en place aux prochaines élections. Un autre intervenant prétend qu'il faudrait imposer une nouvelle génération, comme cela s'est passé en Géorgie. Un autre encore prévient que la «dictature d'une personne pourrait céder la place à une dictature de clans».

Des avis divergents s'expriment à propos de l'accord Bakiev-Koulov: un intervenant se dit méfiant, tandis qu'un autre estime que l'accord assurera une transition harmonieuse du pouvoir.

Autres points abordés au cours de la réunion.

- Un système à la proportionnelle conviendrait mieux au pays dans la mesure où les circonscriptions uninominales ont donné lieu à des divisions
- On dénombre 80 minorités au Kirghizstan et il convient de protéger leurs droits humains.
- Le président Karimov pourrait se servir du conflit dans son pays comme d'un prétexte pour intervenir au Kirghizstan.
- Il est nécessaire de disposer de véritables journaux; actuellement, les déclarations de campagne sont déguisées en récits d'actualité.

Mercredi 18 mai, 13 heures à 14 h 30

S.E. M. Stephen YOUNG, ambassadeur américain au Kirghizstan

Hôtel Hyatt Regency, Bichkek

M. Young prévient qu'une bonne partie de ce qu'il pourra dire est davantage fondé sur des rumeurs que sur des faits. Il ne considère pas les événements de mars comme une révolution; quoi qu'il en soit, ces événements constituent un changement spectaculaire. Il estime qu'au début de son mandat, M. Akaïev a entrepris des réformes significatives et qu'il existait une différence appréciable entre son gouvernement et celui des autres régimes de la région. Rien n'indique aujourd'hui que les Kirghizes souhaitent son retour.

L'ambassadeur considère que l'absence de violence meurtrière au mois de mars dernier est remarquable et il estime que le gouvernement a tiré les enseignements des événements de 2002 à Aksy, au cours desquels les forces de sécurité avaient tué sept manifestants pacifiques. En 2005, les milices de M. Akaïev n'étaient pas préparées à utiliser la force contre les manifestants.

Il estime que le tandem Koulov-Bakiev sera conflictuel, mais qu'il est assez prometteur dans la mesure où il propose un rôle aux régions du nord et du sud du pays. Il est plus acceptable d'avoir un accord avant l'élection, de sorte que les électeurs sachent pour quoi ils voteront. Il faut admettre qu'il s'agit d'un mariage de convenance et qu'il y a déjà eu quelques disputes à propos de questions personnelles. Les États-Unis soutiennent un Kirghizstan prospère et démocratique et il ne croit pas que les Kirghizes seront disposés à accepter un retour en arrière du gouvernement.

M. Young souligne que le président Poutine a tiré les leçons de son intervention malavisée en Ukraine et que le Kirghizstan entretiendra toujours des liens étroits avec la Russie. Les Russes ne sont pas perçus comme des oppresseurs, comme cela a été parfois le cas dans les républiques européennes de l'ancienne Union soviétique. Un récent sondage a indiqué que 90 % des citoyens kirghizes ont une opinion favorable de la Russie.

Sur la situation en Ouzbékistan, il considère que le président Karimov a tiré les leçons des événements survenus en Géorgie et s'est persuadé qu'il devait briser la dissidence. Le président ouzbek a cru à tort que la coopération de son pays avec les États-Unis en matière de sécurité l'autorisait à faire ce qu'il

voulait. M. Young prévient que la répression n'apportera qu'une stabilité temporaire. Pour ce qui est des autres pays de la région, il considère le Turkménistan comme «perdu» et fait allusion à la répression des gouvernements au Tadjikistan et au Kazakhstan suite aux événements qui se sont produits en Ukraine.

En guise de conclusion, l'ambassadeur affirme que la délégation doit transmettre à Bruxelles le message selon lequel l'Asie centrale est importante pour l'Europe. L'évolution en Afghanistan constitue une mise en garde contre ce qui arrive quand un pays est négligé.

18 mai 2005, 21 h 30 à 22 h 30

**Réunion avec des représentants du monde politique et médiatique
Hôtel Crystal, Osh**

Les intervenants affirment que le pouvoir au Kirghizstan a abouti dans les mains d'une personne et que M. Akaïev s'est coupé du peuple. Le mécontentement s'est répandu dans le sud parce que ce sont les gens de cette région qui ont connu les pires difficultés dans le pays et qu'ils étaient lassés de la corruption. L'histoire jugera les événements de mars et nous dira s'ils ont été une véritable révolution.

Concernant l'Ouzbékistan, les intervenants s'inquiètent de la dureté de la réaction du régime et estiment que la communauté internationale devrait prendre des mesures pour faire cesser l'oppression. Ils notent que près de 500 réfugiés ont traversé la frontière vers le Kirghizstan et que les ONG offrent leur aide, même si cet afflux exerce une pression sur les rares ressources du pays. Il est difficile d'évaluer la situation en raison du verrouillage de l'information et du bouclage de la ville d'Andijan. Les protestations exprimées à Andijan concernaient visiblement les taxes et la corruption en vigueur et non des critiques d'extrémistes.

Un intervenant prévient que l'Ouzbékistan dispose d'une grande armée et que l'octroi du statut de réfugiés ouzbeks aux personnes ayant rejoint le pays pourrait poser des problèmes au Kirghizstan. Il affirme que bon nombre des réfugiés qui ont traversé la frontière sont de jeunes hommes et qu'on peut se demander s'il s'agit de véritables réfugiés ou simplement de criminels libérés de prison (une prison a été prise d'assaut en Ouzbékistan et les prisonniers ont été libérés).

19 mai 2005, 5 h 30 à 8 h 30

La chef de la délégation, Mme JUKNEVICIENE, accompagnée par M. GAWRONSKI, s'est rendue à la frontière avec l'Ouzbékistan, où elle a observé les contrôles effectués. Ils n'ont pas été autorisés à traverser la frontière.

19 mai 2005, 8 h 30 à 8 h 45

**Réunion avec des représentants d'ONG
Hôtel Crystal, Osh**

Les organisations abordent un grand nombre de questions, notamment: soutien aux entreprises et aux PME; associations de consommateurs; aide aux femmes (y compris les femmes battues) et aux enfants; protection des droits des électeurs; aide aux personnes handicapées; surveillance des conditions de détention des prisonniers; observation des élections et soutien à la démocratie locale (organisation de juristes); aide aux jeunes (et prévention des conflits ethniques), et aide à la résolution de conflits. Bon nombre d'ONG ont obtenu des fonds de la Fondation Soros ou de l'agence US Aid.

Des critiques sont exprimées à propos des procédures administratives nécessaires pour obtenir des fonds de la Commission européenne: le délai de candidature est très court et il est nécessaire de rassembler et de traduire un nombre énorme de documents.

Tous soutiennent les changements survenus en mars 2005 et la transformation démocratique du Kirghizstan. Un intervenant note toutefois que la mentalité est différente en Asie centrale et qu'il est important que les gens soient nourris et les problèmes économiques résolus. Cet intervenant estime que l'UE ne devrait pas s'impliquer dans le soutien à la démocratie.

Très peu d'informations parviennent d'Ouzbékistan. S'il existe des indications d'un activisme islamiste, l'agitation trouve principalement son origine dans la pauvreté et la corruption.

19 mai, 10 heures à 11 heures

Anvar ARTIKOV, gouverneur d'Osh

Siège du gouverneur d'Osh Oblast, Osh

M. Artikov fait savoir que la région d'Osh compte sept districts et trois villes. Après les événements de mars, il a contraint la police et l'armée de la région de faire preuve de loyauté à son égard et a remplacé le directeur du service des garde-frontières, qui refusait d'exécuter ses instructions. Il estime que la lutte contre la corruption progresse, bien qu'il soit difficile de l'éradiquer en l'espace de deux mois.

Il se félicite de l'accord Koulov-Bakiev, qui est dans l'intérêt du pays et constitue un moyen de surmonter la division nord-sud. Il souligne que les autorités ne peuvent interférer dans le processus électoral et que les électeurs doivent être libres de voter pour les candidats de leur choix. Il reconnaît néanmoins qu'il existe un danger que la voix de certains électeurs soit achetée du fait de leur pauvreté.

Le gouvernement expose le principe de non-ingérence dans les affaires des autres pays; il s'inquiète toutefois de la sécurité des citoyens kirghizes présents actuellement en Ouzbékistan et explique qu'il existe de nombreux liens familiaux par-delà les frontières. Il insiste sur le fait que le calme qui prévaut dans la région d'Osh ne peut être troublé par les événements qui se produisent de l'autre côté de la frontière.

19 mai, 11 heures à 12 h 30

Réunion avec des représentants de minorités ethniques

Siège du gouverneur d'Osh Oblast, Osh

La délégation rencontre les représentants des minorités russe, tadjike, uighur, turkmène, ouzbèke, coréenne et allemande (les représentants tatars et roms étaient absents). Ils sont membres de l'Assemblée nationale des minorités ethniques, dont le siège d'Osh a été établi en 1994. Cette Assemblée a pour objectif de protéger les droits et les libertés des minorités ethniques nationales, de protéger les cultures et les traditions nationales et de veiller à ce que tous les groupes ethniques d'Osh (en tout plus de soixante) vivent ensemble en harmonie. Ils célèbrent les fêtes nationales de chaque minorité, proposent une aide humanitaire et s'entraident.

Ils ont débattu des événements de mars au sein de leur présidium et ont conclu qu'une véritable révolution populaire était en cours. Ils notent qu'Andijan n'est qu'à 45 kilomètres d'Osh et les peuples de la vallée de Fergana sont une grande famille. La fermeture de la frontière entre les deux pays nuira à l'économie et ils déplorent que la situation en Ouzbékistan n'ait pas évolué comme au Kirghizstan.

Le représentant de la minorité russe se plaint de l'inadéquation des facilités d'enseignement en russe. Le représentant de la minorité allemande affirme que son groupe connaît bien plus de problèmes et que la plupart d'entre eux n'ont plus la possibilité de parler et comprendre la langue de leurs ancêtres, qui se sont installés en Russie à l'époque de Catherine la Grande, voire plus tôt.

19 mai, 12 h 30 à 13 h 30
ONG «Golden Goal»
M. Heikki AUVINEN, chef de l'équipe TACIS
Siège de «Golden Goal», Osh

Le principal objectif du projet «Golden Goal» consiste à aider les jeunes à surmonter leurs problèmes sociaux et juridiques. Ils sont conseillés sur la procédure à suivre pour émigrer et sur les risques du travail clandestin à l'étranger. Une base de données a été mise sur pied pour renforcer l'information sur les droits des citoyens. La problématique de la traite des êtres humains est également soulevée, de même que la vente de bébés et de jeunes enfants.

À l'origine, le projet a été créé par un groupe d'étudiants de cinq universités différentes et chaque année, près de 6000 jeunes en bénéficient. On compte un responsable régional, vingt employés à temps plein et trente bénévoles. À Osh, on dénombre onze universités et 100 000 étudiants dans l'enseignement supérieur. M. Auvinen souligne que ces étudiants peuvent être mis sous pression afin de faire campagne pour un candidat ou l'autre aux élections.

M. Auvinen informe la délégation à propos du projet de TACIS destiné à traiter les conséquences sociales de la transition dans la vallée de Fergana dans le cadre du programme de réduction de la pauvreté dans la région de Batken Oblast. Il affirme que ce projet a débuté en janvier 2005 et qu'il s'attache principalement à promouvoir la coopération entre la population locale, le gouvernement et les bailleurs de fonds. Il agit dans des domaines comme le développement des PME et la diversification de l'agriculture.

EUROPEAN PARLIAMENT

Delegations to the Parliamentary Cooperation Committees UE-Kazakhstan, UE-Kyrgyzstan and UE-Uzbekistan and Delegation for Relations with Tajikistan, Turkmenistan and Mongolia

5th PARLIAMENTARY COOPERATION COMMITTEE EU-KAZAKHSTAN

FACTFINDING MISSION TO KYRGYZSTAN

15-20 May 2005

List of Participants in Protocol Order (13)

Members (5)

	Group	Country
Ms Ona JUKNEVICIENE, Chair	ALDE	Lithuania
Mr Jas GAWRONSKI	PPE-DE	Italy
Mr Alojz PETERLE	PPE-DE	Slovenia
Mr Martin CALLANAN	PPE-DE	United Kingdom
Mr Peter OLAJOS	PPE-DE	Hungary

EP Delegation Staff (3)

Mr Tim BODEN	Administrator
Ms Claudia SCHWENDENWEIN	Assistant
Ms Nekane AZPIRI	Secretary

Political Group Advisor (1)

Mr Niccolo RINALDI	ALDE
--------------------	------

Interpreters (English and Russian) (3)

Mr Martin WOODING	English booth, Head of Interpreters
Mr Alexey FOKIN	Russian booth
Ms Tatiana LYSHCHENKO-ENTINA	Russian booth

European Commission (1)

Mr Reinhold HACK	Head of Unit, Interinstitutional relations, RELEX
------------------	---

PPE-DE Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats

ALDE Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe

UEN Union for Europe of the Nations Group

EUROPEAN PARLIAMENT

Delegations to the Parliamentary Cooperation Committees UE-Kazakhstan, UE-Kyrgyzstan and UE-Uzbekistan and Delegation for Relations with Tajikistan, Turkmenistan and Mongolia

5th PARLIAMENTARY COOPERATION COMMITTEE EU-KAZAKHSTAN

FACTFINDING MISSION TO KYRGYZSTAN

15-20 May 2005

FINAL PROGRAMME

Saturday, 14 May

evening arrival in Almaty, delegation is met by Mr Dyachenko, Co-Chair from the Kazakhstan Parliament and transport to
Hyatt Regency Hotel
Akademic Satpaev Avenue, 29/ 6
050040 Almaty KZ
Tel. +7 3272 501234
Fax. +7 3272 508888

Sunday, 15 May

10.30-11.45 briefing by the Commission in preparation of the PCC
Hyatt Regency Hotel
Ibrai/Makhambet room

12.00-13:40 working lunch with EU Member States Ambassadors
Hyatt Regency Hotel
Abai room

13.45 depart hotel for

14.00 meeting with EIDHR project representatives
Polyton Discussion Centre
20/17 Abai Avenue, office 21

15.10 return to hotel

15.30 meeting with opposition parties
Hyatt Regency Hotel
Ibrai/Makhambet room

17.15 depart hotel for airport

18.55 depart to Astana with flight 4L 855

20.40 arrive in Astana and transport to hotel
Intercontinental Okan Hotel Astana
113 Abai Avenue
473000 Astana KZ
Tel. +7 3172 39 1000
Fax +7 3172 39 1017

Monday, 16 May

10:00 meeting with Deputy Minister for Foreign Affairs, Mr Alexey Volkov
Ministry of Foreign Affairs

10.45-11.30 meeting with Ms Elisabeth Webster, representative USA Embassy in Astana
USA representation in Astana

12.00 5th Parliamentary Cooperation Committee EU-Kazakhstan
Majilis Parliament
Room A309

14.00 official lunch with Kazakh parliamentarians
Majilis Parliament

15.00-18.00 Continuation of 5th Parliamentary Cooperation Committee EU-Kazakhstan
Majilis Parliament
Room A309

18.00-18.30 Meeting/cocktail with Speaker of the Kazakh Majilis

18.15 depart for airport

19.55 depart from Astana to Almaty with flight 4L 868

21.35 arrival in Almaty and transfer to hotel
Hyatt Regency Hotel
Akademic Stpaev Avenue, 29 6
050040 Almaty KZ
Tel. +7 3272 501234
Fax. +7 3272 508888

Tuesday, 17 May

08.30-09.00 working breakfast with OSCE Ambassador Mr Ivar Vikki
Hyatt Regency Hotel
Intymak room

- 09.30 depart to Bishkek by bus
- 16.00 arrive in Bishkek and depart for Ministry of Foreign Affairs
- hotel
Hyatt Regency Hotel Bishkek
191 Sovietskaya Street
720011 Bishkek KG
Tel. +996 312 66 1234
Fax. +996 312 66 9305
- 16.05-16.45 meeting with Ms Roza Otunbayeva, Minister of Foreign Affairs a.i.
57 Erkindik Blvd.
4th floor
- 17.00-18.00 meeting with Kyrgyz Republic President a.i. and Prime Minister Mr Baikiev
White House
6th floor
- 20.00-21.30 working dinner with Mr Feliks Kulov, 'Ar-Namys' Party Leader
Hyatt Regency Hotel
191 Sovietskaya Street
720011 Bishkek KG

Wednesday, 18 May

- 08.00-08.45 working breakfast with OSCE Ambassador Muller, German Ambassador H.E. F. Eichinger and French Chargé d'Affaires Mr. Erik Millet and Chargé d'Affaires of the Commission Delegation Office in Bishkek Ms. Carina Skareby
Hyatt Regency Hotel Bishkek (, Crostini "Restaurant)
- 09.00-09.45 meeting with President of the National Assembly of Kyrgyzstan, Mr Isa Tokeoev and Mr K. Samakov, Chairpoerson of Foreign Affairs committee
78, Pushkina Str.,
Office of Peoples' National Assembly of Kyrgyzstan
- 10.00-10.45 meeting with Prosecutor General and MP Mr. Beknazarov
Kievskaya/Orozbekova Str., Prosecutor's office
- 11.00-12.30 meeting with civil society representatives and political activists
Hyatt Regency Hotel Bishkek
Akyn Hall
- 13.00-14.30 working lunch with American Ambassador H.E. Mr Stephen Young
Hyatt Regency Hotel Bishkek

Restaurant

14.45 depart for airport

16.20 depart Bishkek for Osh with flight QH 011 (flight delayed)

- 21.00 arrive Osh and transport to hotel
Crystal Hotel
Navoi Str 50A
Osh 714000 KG
Tel. +996 3222 27991
Fax+996 3222 5326
- 23.30 meeting with representatives of press and media
Crystal Hotel, Conference room

Thursday, 19 May

- 08.30 meeting with NGO representatives
Crystal Hotel, Conference room
- 10.00 meeting with Mr Anvar Artykov, Governor of Osh
Office of the OSH oblast Governor
- 11.00 meeting with ethnic minorities
Office of the OSH oblast Governor
Conference room
- 12.30 meeting TACIS representatives on poverty, drugs and human trafficking
Mr Heikki Auvinen, Team Leader, Tacis Project 'Addressing the social
consequences of transition in the Ferghana Valley in the frame of poverty
reduction Programme' in Batken oblast
NGO 'Golden Goal' implementing EIDHR Project in the South
Office 'Golden Goalr NGO
Kyrgyzstana Str.
3rd floor, Room 1-2
- lunch free for own arrangements
- 15.50 transport to airport
- 17.25 depart Osh for Bishkek with flight R8 143
- 18.15 arrive Bishkek and transport to hotel
Hyatt Regency Hote
191 Sovietskaya Street
720011 Bishkek KGl
Tel. +996 312 66 1234
Fax. +996 312 66 9305

Friday, 20 May

individual departures for Europe